TL 1731

TIMOR ORIENTAL - L'évêque se propose comme médiateur

Mgr Ximenes Belo, évêque catholique de Dili (Timor Oriental) a de nouveau pris position en faveur d'une solution négociée pour le problème du Timor Oriental occupé par l'Indonésie. Il renouvelle sa suggestion d'un referendum "la solution la plus démocratique".

Conscient des risques que court la population si cette solution était appliquée sans que change la situation concrète d'occupation militaire, Mgr Belo recommande de changer en fait et en droit cette situation. Il considère nécessaire, non seulement de retirer les troupes d'occupation mais de définir un statut légal (provisoire) pour le territoire et d'établir un dialogue avec les forces politiques timoraises pour la définition de ce statut. Mgr Belo reprend aussi l'idée lancée par l'Indonésie de 'réconciliation' entre timorais mais en l'élargissant à tous les secteurs de la société timoraise. L'évêque propose sa médiation pour ces deux niveaux de dialogue.

La proposition de médiation entre l'Indonésie et les partis timorais a été acceptée par la résistance timoraise tant à l'intérieur de Timor qu'à l'extérieur et par le commandant militaire indonésien au Timor Oriental, le colonel Lumintang, qui a aussitôt été promu et en conséquence éloigné de Timor. Le Gouvernement portugais *(puissance administrante légitime aux yeux de l'ONU puisqu'il n'y a pas eu de décolonisation formelle selon les principes internationaux)* a manifesté son appui aux propositions de l'évêque mais le Gouvernement indonésien a rejeté l'idée de conversations directes entre l'Indonésie et la résistance timoraise.

Mgr Belo avait refusé de participer à la première rencontre de réconciliation organisée à Londres par l'Indonésie et pour laquelle les participants avaient accepté comme condition préalable de ne pas remettre en cause l'intégration du Timor Oriental dans l'Indonésie. Si sa médiation était acceptée elle libérerait les rencontres du patronage exclusif de l'Indonésie et permettrait l'élargissement de la base des participants.

Les propositions de Mgr Belo sont formulées dans le "Document de l'Église Catholique du Timor Oriental sur le Timor Oriental actuel" daté du 31 juillet 1994. Ce document, signé par l'évêque, ne porte pas mention de ses destinataires mais indique seulement qu'une copie doit être remise à "l'ambassadeur du Vatican en Indonésie". Le contenu montre que l'intention a été de produire un texte public.

Le texte de 1400 mots se décompose en cinq parties:

1. L'Église n'est pas un instrument politique
2. Responsabilité morale de l'Église
3. Le droit des laïcs de choisir
4. La position de l'Église
5. Suggestions de l'Église pour résoudre la question du Timor Oriental.

Dans une brève conclusion Mgr Belo signale que la cinquième partie n'est pas définitive et qu'elle "sera élaborée de façon continue". Il est évident que c'est cette cinquième partie qui est la raison d'être du document, les quatre précédentes visant essentiellement à prévenir d'éventuelles critiques pour intromission dans le domaine politique, comme il est arrivé dans le passé.

Nous envoyons ci-joint la cinquième partie du document dont l'original en anglais.

Document de l'Église catholique du Timor Oriental sur la situation actuelle

(...)

5 - Suggestions de l'Église pour résoudre la question du Timor Oriental

Quel que soit le choix, l'Église catholique au Timor Oriental assume le compromis d'accepter la situation choisie par le peuple du Timor Oriental. Dans ce contexte, la suggestion de l'Église catholique est la réalisation d'un referendum. Cette option est suggérée par l'Église dans la mesure où elle correspond au choix le plus démocratique et aurait en considération les aspirations du coeur et de l'esprit du peuple timorais.

Toutefois si l'idée du referendum était choisie, on prévoit que d'énormes problèmes surgissent sous la forme d'un bain de sang dans la population du Timor Oriental. L'Église presse donc le Gouvernement de l'Indonésie, en tant que pouvoir occupant de ce territoire, de lui concéder une plus grande autonomie ou de le considérer un cas spécial. On suggère que cette plus grande autonomie ou statut spécial pour ce territoire soient concédés et définis par une législation effective. Pour définir le concept de plus grande autonomie ou territoire spécial l'Église sollicite au Gouvernement indonésien qu'il dialogue avec les groupes politiques (anciens partis) qui ont toujours existé au Timor Oriental. L'Église appelle ces groupes politiques à la réconciliation. L'Église ouvrira les bras, si on fait appel à elle, pour servir de médiatrice dans ces conversations. Si l'initiative de ces dialogues est considérée importante par le Gouvernement de l'Indonésie, l'Église ouvrira tous grands les bras à cette possibilité.

Dans ce document l'Église fait appel au Gouvernement de l'Indonésie pour qu'il réduise ses forces armées envoyées au Timor Oriental, qu'il réduise le nombre de ses troupes, qu'il réduise l'autorité extra-judiciaire, une institution qui menace le peuple du Timor Oriental. L'Église suggère aussi la création d'une atmosphère qui garantisse au peuple du Timor Oriental la liberté de faire entendre sa voix. L'Église considère que les coeurs et les esprits de la population doivent être respectés et que doit être fournie à la population une information vraie sur les évènements, sans lui cacher les faits sans honnêteté.

La population du Timor Oriental est historiquement catholique et l'on suggère donc que soit attribué une place spéciale à l'Église; qu'au nom de l'universalité de l'Église, l'Église locale ait la liberté d'inviter des missionnaires étrangers

Plus encore, l'Église fait appel au Gouvernement de l'Indonésie pour qu'il coopère sérieusement avec le Secrétaire général de l'ONU, avec le Gouvernement du Portugal et avec les groupes de la résistance pour permettre des progrès effectifs dans la résolution de la question du Timor Oriental par un dialogue qui conduise à une solution pacifique, juste et internationallement acceptable.

6 - Observations finales

Le document de l'Église catholique sur le Timor Oriental sur la situation actuelle au Timor Oriental, particulièrement le point sur une solution pour la question du Timor-Oriental, sera élaboré de façon continue. Ce document n'est pas le dernier. L'Église prend cette position stimulée par sa conscience, par fidélité à sa mission et encouragée par la Communauté dont elle est responsable dans le sens de l'information de la Vérité, la défense de la Liberté et de la Paix, et le respect de l'être humain dans l'Esprit de la Bible et de la Doctrine Sociale de l'Église.

original en anglais sur demande à: A Paz é possível em Timor-Leste
Rua de Campolide, 215-4D
1000 Lisbonne - PORTUGAL